

RAPPORT SPÉCIAL

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DES DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES AU SOUDAN

15 février 2006

Faits saillants

- Selon les estimations, la production céréalière du Soudan devrait, en 2005/06, atteindre au total 5,29 millions de tonnes, soit environ 55 pour cent de plus que la très mauvaise récolte de l'année précédente et 17 pour cent de plus que la moyenne des cinq années précédentes.
- La bonne pluviosité dans la plupart du pays, la faible incidence des ravageurs et des maladies, l'amélioration de la sécurité dans le sud du Soudan et la légère amélioration de la sécurité à l'époque des semis dans le Darfour ont entraîné une expansion des superficies cultivées. Toutefois, la récolte a été rentrée tardivement en certains endroits du pays, ce qui pourrait peser sur les chiffres définitifs concernant la production.
- L'état du bétail et des parcours est bon dans la plupart du pays, et les prix du bétail sont donc en général stables.
- Les prix des céréales, qui ont atteint des niveaux records au cours de l'été 2005, sont désormais en baisse du fait de la bonne récolte attendue. Toutefois, les prix des céréales demeurent largement supérieurs à ceux constatés à la même époque les années précédentes, car les moissons sont en retard.
- L'augmentation des recettes d'exportation du pétrole a continué de stimuler l'activité économique globale; ces recettes sont passées à 5,8 milliards de dollars EU en 2005, soit près de deux fois plus qu'en 2004.
- La situation des disponibilités alimentaires au Soudan devrait donc être dans l'ensemble bonne. Globalement, le pays est à même de couvrir en totalité ses besoins en céréales, car la production céréalière est supérieure à la moyenne et la capacité du pays à importer en passant par des circuits commerciaux pour combler les déficits éventuels s'est accrue.
- Cependant, du fait de la grave distorsion du système de distribution des revenus et de la nourriture dans le pays, ainsi que des problèmes d'accès matériel et financier aux denrées du fait de la guerre, des déplacements, de l'insuffisance de l'infrastructure, de la faiblesse du réseau de commercialisation et de l'isolement économique, des millions de personnes vulnérables dépendent de l'aide alimentaire pour survivre.
- Par conséquent, en dépit de la récolte supérieure à la moyenne qui est escomptée et de la croissance économique rapide, environ, 6,7 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et autres personnes vulnérables auront besoin d'une aide alimentaire ciblée en 2006. L'aide alimentaire nécessaire est estimée au total à 800 000 tonnes environ.
- Compte tenu de la bonne production céréalière intérieure, des achats sur place bien conçus devraient être envisagés tant par le gouvernement que par les donateurs pour couvrir les besoins d'aide alimentaire, de manière à soutenir les marchés et à fournir des variétés de céréales acceptables pour les populations locales.
- En outre, une aide devrait être apportée sans tarder au secteur agricole, notamment un appui d'urgence aux personnes rapatriées et autres communautés agricoles vulnérables, et ce avant le démarrage de la prochaine campagne en avril/mai dans le sud et en juin/juillet dans le nord. Il faut également prêter assistance aux éleveurs vulnérables par le biais d'interventions communautaires visant à remettre en état les ressources naturelles et à mieux les gérer. Ce soutien d'urgence devrait comprendre la fourniture de semences appropriées, d'outils manuels et de matériel de pêche.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE,
ROME



PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL, ROME

1. VUE D'ENSEMBLE

Une mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires s'est rendue dans le sud du Soudan du 8 au 27 octobre 2005 et dans le nord du Soudan du 12 novembre au 6 décembre 2005, pour estimer la production céréalière de la campagne en cours, établir une prévision de la production de blé dans les zones où les préparatifs pour les semis sont en cours et estimer les besoins d'importations céréalières pour la campagne commerciale 2005/06 (novembre/octobre). Tant dans le nord que dans le sud du pays, la Mission a bénéficié de l'entièvre coopération du Ministère fédéral de l'agriculture, de la Commission chargée de l'aide humanitaire, de la Commission de secours et de relèvement du Soudan (SRRC) et du Centre de statistiques et d'évaluation du Sud-Soudan (SSCSE), qui ont tous désigné des hauts fonctionnaires pour l'accompagner. Des observateurs de la CE se sont joints à la Mission, qui a pu s'entretenir longuement avec des parties prenantes tant nationales qu'internationales.

Dans le **nord du Soudan**, deux fonctionnaires de l'Autorité des réserves stratégiques (SRC), trois observateurs de la CE et un membre du personnel du Centre de recherche conjoint ont accompagné la Mission. Les Ministères de l'agriculture des États et les divers périmètres d'irrigation ont fourni des estimations avant la récolte concernant la superficie et les rendements. La Mission a examiné ces estimations et les a comparées aux données recueillies lors des inspections sur le terrain et des entretiens avec des agriculteurs, des éleveurs et des négociants. Elle s'est également entretenue avec des interlocuteurs clés au sein des autorités locales compétentes, des organismes de crédit, des institutions des Nations Unies et des organisations non gouvernementales (ONG). Des renseignements spécifiques à certaines zones ont été fournis par CARE International, le Conseil danois pour les réfugiés, le Comité international de la Croix-Rouge (CIRC), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Projet Jebel Marra et le Comité humanitaire de l'Église méthodiste (UMCOR) (S Darfour).

Dans le **sud du Soudan**, la Mission comprenait, outre des représentants du Ministère fédéral de l'agriculture et de la Commission chargée de l'aide humanitaire, des fonctionnaires du Ministère de l'agriculture et de la foresterie du Gouvernement du Sud-Soudan et un fonctionnaire du Centre de recherche conjoint de la Commission européenne. Des renseignements spécifiques à certaines zones ont été fournis par plusieurs ONG, dont Action contre la faim (ACF), CARE International, Oxfam-Royaume-Uni, le CICR, l'Agence islamique africaine de secours (IARA), le Comité international de secours (IRC), SudanAid, la Swedish Free Mission (SFM), Women's Self Help, les Services de secours catholiques (CRS), la Bahr El Gazhal Youth Development Agency (BYDA), CONCERN, Tearfund (TF), Vétérinaires sans frontières (VSF)-Belgique. Des données sur la population ont été fournies par l'Unité de gestion de l'information pour le Soudan du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires.

La signature, en janvier 2005, de l'accord de paix global a eu jusque-là pour principal effet de susciter une impression de plus grande sécurité dans le sud du Soudan et dans les Monts Nuba. De ce fait, la liberté de circulation s'est accrue et davantage de temps et d'énergie sont consacrés à la culture des terres et autres activités agricoles, d'où une expansion des superficies cultivées et une amorce de réinstallation de familles auparavant déplacées. Par conséquent, la superficie cultivée en 2005 est estimée en hausse par rapport à 2004; les rendements sont aussi en progression, sous l'effet de la bonne pluviosité et de l'absence de ravageurs migrateurs cette année. Les précipitations sont tombées en temps voulu et pratiquement sans interruption, ce qui a eu des effets bénéfiques manifestes dans toutes les zones, à l'exception des régions septentrionales de l'État de Bahr el Ghazal Nord et de Kapoeta dans l'État d'Equatoria Est. Les agriculteurs installés disposaient de quantités suffisantes de semences, tandis que les PDI, les personnes rapatriées et les familles d'accueil ont bénéficié de distributions, par la FAO, de semences améliorées qui ont été effectuées à temps et en quantités suffisantes. En 2005, l'insécurité menaçait le bien-être de la population rurale dans quelques zones seulement. En particulier, les atrocités commises par l'Armée de résistance du Seigneur dans le sud et le sud-est continue de compromettre de fait tout retour à des conditions de vie normales. Dans le reste du pays, une grave perturbation du cycle agricole annuel à la fin juin/au début juillet a été constatée sur la rive est à proximité de Malakal en raison des milices en maraude: dans certains *payams* de Yirol, du fait des luttes intestines liées à la modification des limites des comtés; et dans les zones où les Falata Mbororo (nomades) se sont provisoirement installés suite à la modification des schémas de pâturage due au conflit dans le Darfour et où ils se heurtent aux agriculteurs et aux éleveurs autochtones.

Dans le nord du Soudan, les superficies cultivées dans les trois secteurs - irrigué, pluvial mécanisé et traditionnel - ont considérablement augmenté en 2005, et les rendements se sont dans l'ensemble améliorés par rapport à 2004. La production totale, tous secteurs confondus, est nettement supérieure aux mauvais résultats de l'année précédente et dépasse la moyenne à long terme. Toutefois, dans le Darfour, l'insécurité continue d'entraver sérieusement la moisson, bien qu'elle soit moins marquée qu'à l'époque des semis.

Globalement, les estimations de la Mission établissent la production céréalière totale du pays pour 2005/06 à environ 5,29 millions de tonnes, dont 4,07 millions de tonnes de sorgho, 663 000 tonnes de mil, 120 000 tonnes de maïs, 35 000 tonnes de riz et un volume estimatif de 400 000 tonnes de blé (à récolter en avril/mai 2006). Ce chiffre représente une augmentation de 55 pour cent par rapport à la mauvaise récolte de l'année précédente et environ 17 pour cent de plus que la moyenne des cinq années précédentes. Une récolte suffisante étant escomptée, les prix des céréales ont amorcé un recul sensible dans tout le pays en novembre et se situent désormais à 50 pour cent au-dessous du niveau élevé qu'ils avaient atteint pendant l'été 2005. Dans de nombreux états, ils représentent néanmoins toujours près du double de la moyenne mensuelle à long terme. Les disponibilités de pâturages et d'eau sont satisfaisantes dans la plupart du pays et le bétail est en bonne santé. Les prix du bétail sont en légère hausse du fait des conditions favorables.

Les améliorations en cours des liaisons routières et fluviales dans le sud du Soudan annoncent le rétablissement d'échanges commerciaux entre zones agro-écologiques. L'amélioration des conditions de sécurité et les travaux de réfection des routes permettent déjà aux négociants de transporter par bicyclette et dans une moindre mesure par camion les excédents agricoles des lieux de production aux villes, où la population dispose de liquidités suffisantes. À une plus grande échelle, on constate un accroissement du négoce entre l'Ouganda et Bahr-EI Jebel suite à l'ouverture de la route Yei-Juba à la fin septembre. De même, dans l'État d'Equatoria Est, l'ouverture de la route Kapoeta-Torit permet un flux commercial constant du Kenya. Les réparations des secteurs plus endommagés de la route Kaja-Rumbek, entreprises dans le cadre d'un projet de réparation d'urgence du PAM, ont entraîné une diminution des délais de transport et des coûts, ce qui a permis l'accroissement du trafic commercial depuis l'Ouganda vers l'État des Lacs et facilite l'acheminement des secours. Les liaisons commerciales se développent également vers le nord, les barges en partance de Kosti à destination de Malakal et Juba étant plus fréquentes. Cette évolution a contribué globalement à faire reculer les prix des denrées dans de nombreux centres urbains du sud du Soudan.

En dépit de ces évolutions très positives, les grands axes restent impraticables et les conditions actuelles ne permettent toujours pas de transférer les grandes quantités d'excédents agricoles nécessaires de la "ceinture verte" du sud-ouest vers les zones déficitaires du nord et du sud-est. De ce fait, la situation socio-économique globale est pratiquement inchangée par rapport aux années précédentes. Les communautés des zones à faible pluviosité, situées principalement dans le nord et le sud-est, restent tributaires, en fin de compte, de l'aide humanitaire pour leur sécurité alimentaire. À l'exception de l'industrie du pétrole à Bentiu (État de l'Union) et de l'expansion limitée des services de soutien au Gouvernement du Sud-Soudan et aux organismes internationaux qui s'établissent à Juba (et à Rumbek), les possibilités de gagner un revenu autrement que par l'exploitation manuelle des ressources naturelles semblent pour l'instant rares. En outre, bien que la situation dans le Darfour se soit améliorée avec l'installation de la Mission de l'Union africaine au Soudan (AMIS), après être parvenue à son point culminant, l'insécurité reste une grave contrainte pour la production agricole et la libre circulation des produits agricoles.

L'augmentation des recettes d'exportation tirées du pétrole continue de stimuler l'activité économique globale. La valeur des exportations de pétrole est passée de néant en 1998 à 3 milliards de dollars EU en 2004 et a pratiquement doublé depuis, avec 5,8 milliards de dollars EU en 2005, ce qui représente plus de 85 pour cent des exportations. En 2006, du fait des recettes tirées des exportations de pétrole, le compte courant devrait être positif pour la première fois depuis 1985. La croissance du PIB réel s'est accélérée, pour atteindre en moyenne 7,3 pour cent et 7,7 pour cent respectivement en 2004 et en 2005. En 2006, la croissance du PIB devrait être de 9 pour cent. Les réserves de devises ont pratiquement doublé par rapport à 2003; elles s'établissaient à 1,6 milliard de dollars EU en 2004 et sont passées à 1,8 milliard de dollars EU au premier trimestre 2005. Il s'agit d'un niveau sans précédent pour le Soudan - pendant les deux décennies qui ont précédé l'expansion du secteur des exportations pétrolières du pays, les réserves s'établissaient en moyenne à tout juste 75 millions de dollars EU et la capacité du pays à résister aux chocs externes est désormais beaucoup plus importante. Ces facteurs ont aussi conduit à une revalorisation du dinar soudanais.

La situation globale des disponibilités alimentaires est donc favorable au Soudan. Globalement, le pays est à même de couvrir en totalité ses besoins en céréales, car la production céréalière est supérieure à la moyenne et la capacité du pays à importer en passant par des circuits commerciaux pour combler les déficits éventuels s'est accrue. Cependant, du fait de la grave distorsion du système de distribution des revenus et de la nourriture dans le pays, ainsi que des problèmes d'accès matériel et financier aux denrées du fait de la guerre, des déplacements, de l'insuffisance de l'infrastructure, de la faiblesse du réseau de commercialisation et de l'isolement économique, des millions de personnes vulnérables dépendent de l'aide alimentaire pour survivre. La guerre qui a ravagé le sud du Soudan pendant plus de deux décennies, le conflit actuel dans le Darfour et l'insécurité qui règne en d'autres endroits ont rendu précaire la situation alimentaire de millions de personnes qui vivent dans des conditions épouvantables. De ce fait, pour les diverses interventions au Soudan, la Mission estime qu'un assortiment alimentaire d'environ 800 000 tonnes,

dont 555 000 tonnes de céréales, sera nécessaire au titre de secours d'urgence en 2006 afin de satisfaire les besoins de 6,71 millions de personnes – soit 10 pour cent environ de la totalité des céréales nécessaires à la consommation humaine qui couvriront en partie les besoins d'environ 15 pour cent de la population totale.

Le CICR (Darfour) et certaines ONG (CARE International à Khartoum; NPA et CRS dans le sud du Soudan, ADRA dans l'État du Nil blanc, OXFAM dans l'État de la mer Rouge) disposent de filières d'aide alimentaire indépendantes et oeuvrent principalement dans des zones où le PAM est absent. Ces organismes devraient fournir 60 000 à 70 000 tonnes supplémentaires pour contribuer à couvrir les besoins d'aide alimentaire. Comme les années précédentes, il faudra planifier soigneusement les activités de secours et de redressement liées à l'aide alimentaire pour veiller non seulement à ce que toutes les zones ayant besoin d'aide soient couvertes de manière adéquate par les divers partenaires mais aussi pour éviter le chevauchement des activités dans les états où plusieurs partenaires sont actifs - notamment des institutions nationales comme la SRC. Vu la situation complexe décrite ci-dessus, il conviendra de concevoir avec prudence les interventions tant de secours que de redressement. D'une part, des mesures doivent être prises pour tirer parti des évolutions positives en renforçant les activités à moyen et long termes. D'autre part, les PDI, les rapatriés et d'autres groupes vulnérables touchés par le conflit prolongé ont encore besoin de secours. Compte tenu de ces considérations, les programmes d'aide alimentaire dans le pays devraient, si possible, s'efforcer d'acheter des céréales sur place, de manière à favoriser la production locale et à promouvoir le développement des marchés, tout en fournissant des denrées compatibles avec les habitudes de consommation des populations autochtones. Début décembre 2005, l'Autorité des réserves stratégiques (SRC) a annoncé qu'elle était disposée à acheter au maximum 500 000 tonnes de céréales localement, en fixant le prix plancher à 5 000 dinars soudanais le sac de 90 kg. Cela est encourageant, mais de telles annonces devraient être faites suffisamment à l'avance, avant les semis, pour permettre aux agriculteurs de prendre des décisions en connaissance de cause. En outre, la structure actuelle de la production et du commerce de céréales secondaires au Soudan est telle que les prix intérieurs sont nettement supérieurs à ceux en vigueur sur le marché mondial, et il donc difficile pour les organisations internationales de justifier des achats locaux. Cela se vérifie partout, sauf là où les achats locaux et les livraisons sont "protégés" par le niveau élevé des coûts de transport par rapport aux prix des approvisionnements sur les marchés mondiaux. En outre, la situation n'est plus la même qu'en 2004, lorsque le PAM a acheté à lui seul plus de 100 000 tonnes de céréales - soit quatre fois plus que la moyenne des achats locaux au cours des cinq années précédentes. La récolte 2005/06 est meilleure que celle de l'année précédente mais elle n'a pas atteint le niveau de la récolte abondante de 2003/04.

L'augmentation des prix des céréales en termes réels pourrait aussi avoir une incidence considérable, en particulier sur le revenu fixe de la population, qui ne bénéficiera pas nécessairement de l'expansion du marché du travail tout en devant épouser les pressions inflationnistes constatées actuellement.

Le présent rapport a été établi par Shukri Ahmed, Liliana Balbi, Ian Robinson, Swithun Goodbody, Arif Husain, Sylvie Montembault, William Nall and Rogerio Bonifacio, sous la responsabilité des Secrétariats de la FAO et du PAM à partir d'informations provenant de sources officielles et officieuses. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations, le cas échéant.

Henri Josserand
Chef, SMIAR, FAO
Télécopie: 0039-06-5705-4495
Mél: giews1@fao.org

Ramiro Lopes da Silva
Directeur régional et Représentant, PAM Soudan
Télécopie: +249 83 248003
Mél: Ramiro.lopesdasilva@wfp.org

Veuillez noter qu'il est possible d'obtenir le présent Rapport spécial sur le site Internet de la FAO (www.fao.org/giews/) à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/giews/>

Il est également possible de recevoir automatiquement, par messagerie électronique, les Alertes spéciales et les Rapports spéciaux, dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un message électronique à l'adresse suivante: mailserv@mailserv.fao.org sans rien écrire dans la ligne "sujet" et en indiquant le message suivant:

subscribe SMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message:
unsubscribe SMIARAlertes-L